

"L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité économique, doit être une communauté culturelle dans le sens le plus élevé de ce terme"

2 septembre 2013

Robert Schuman

A l'occasion du 50ème anniversaire de la mort de Robert Schuman le 4 septembre prochain, la Fondation Robert Schuman publie un extrait de son unique ouvrage " Pour l'Europe[1] ", publié quelques jours après sa mort et traduit en vingt langues. Ce texte qui reste d'une extraordinaire actualité dévoile une pensée profonde de l'avenir du continent européen. Cet ouvrage publié aux éditions Nagel en 1963 est disponible en version française (5ème édition), anglaise (1ère édition) et allemande (2ème édition) sur le site de la Fondation Robert Schuman.

"Le Français sait lancer de grandes idées, parfois des idées révolutionnaires; mais il n'aime pas rompre avec ses habitudes. Celles-ci sont, pour lui, comme une garantie de la liberté et de l'indépendance. Il aime à dire: «Charbonnier est maître chez soi» Ce dicton était valable tant qu'il y avait dans nos forêts des charbonniers. Mais l'ère de ces honorables spécialistes est dépassée, irrévocablement révolue. Etre jaloux de son indépendance est naturel et légitime. Mais on n'est réellement indépendant que dans la mesure où l'on n'a pas besoin d'autrui, et si, comprise dans ce sens, l'indépendance devient une cause de faiblesse, notre propre intérêt veut que nous nous résignons à l'abandonner. Le «splendide isolement» est devenu une erreur, une prétention insoutenable.

Le patriotisme, ce sentiment noble qui a forgé les nations, qui leur a proposé et fait accomplir des tâches magnifiques, a fréquemment dévié, dégénéré en intolérable fanatisme et est ainsi devenu une source d'insécurité et de déchirements fratricides.

Nous ne sommes, nous ne serons jamais des négateurs de la patrie, oublieux des devoirs que nous avons envers elle. Mais au-dessus de chaque patrie nous reconnaissons de plus en plus distinctement l'existence d'un bien commun, supérieur à l'intérêt national, ce bien commun dans lequel se fondent et se confondent les intérêts individuels de nos pays.

La loi de la solidarité des peuples s'impose à la conscience contemporaine. Nous nous sentons solidaires les uns des autres dans la préservation de la paix, dans la défense contre l'agression, dans la lutte contre la misère, dans le respect des traités, dans la sauvegarde, de la justice et de la dignité humaine.

Nous avons acquis la conviction, par la démonstration des faits, que les nations, loin de pouvoir se suffire à elles-mêmes, sont solidaires les unes des autres; que la meilleure manière de servir son propre pays est de lui assurer le concours des autres par la réciprocité des efforts et par la mise en commun des ressources.

Les continents et les peuples dépendent plus que jamais les uns des autres, tant pour la production des biens que pour leur débit, tant pour l'échange des résultats de la recherche scientifique que pour celui de main-d'œuvre indispensable et des moyens de production. L'économie politique devient inévitablement une économie mondiale.

Cette interdépendance a pour conséquence que le sort heureux ou malheureux d'un peuple ne peut laisser les autres indifférents. Pour un Européen qui réfléchit, il n'est plus possible de se réjouir avec une malice machiavélique de l'infortune du voisin; tous sont unis pour le meilleur et pour le pire dans une commune destinée.

La guerre et ses destructions, comme la victoire libéra-

1. <http://www.robert-schuman.eu/fr/librairie/0073-pour-l-europe-cinquieme-edition>

"L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité économique, doit être une communauté culturelle dans le sens le plus élevé de ce terme"

trice, ont été oeuvre collective. La paix, si nous voulons qu'elle devienne une victoire durable sur la guerre, devra s'édifier en commun, par tous les peuples, y compris ceux qui se sont combattus hier et qui risquent de s'affronter à nouveau dans des rivalités sanglantes.

Nous voilà donc, sous la contrainte de l'expérience, après tant d'échecs qu'a subis l'habileté diplomatique ou la générosité de certains hommes, tels que Aristide Briand, en face des terribles menaces que font peser sur l'humanité les progrès, vertigineux d'une science orgueilleuse, nous voilà donc ramenés à la loi chrétienne d'une noble mais humble fraternité. Et par un paradoxe qui nous surprendrait, si nous n'étions pas chrétiens, inconsciemment chrétiens peut-être - nous tendons la main à nos ennemis d'hier non simplement pour pardonner mais pour construire ensemble l'Europe de demain.

Cette politique n'est pas inspirée par un vague pacifisme sentimental. Elle n'est pas faite non plus de simples traités et de pactes qui se bornent à déclarer la guerre hors la loi, à enregistrer des engagements vite oubliés ou reniés. Ce serait là un nouveau leurre, une illusion bientôt déçue. Car déjà nous entendons à nouveau certains propos arrogants que nous espérons proscrits à jamais.

Oui, il faut autre chose que des textes et des paroles, autre chose que la flétrissure du crime qu'est la guerre, autre chose que le rappel de ses horreurs et de ses misères.

Il faut enlever à la guerre sa raison d'être et supprimer jusqu'à la tentation de l'entreprendre. Il faut que personne, même le gouvernement le moins scrupuleux, n'ait intérêt à la faire. Je vais plus loin: nous voulons lui enlever le moyen de préparer une guerre, de la risquer pour son compte. Le pire des aventuriers sera désormais mis hors d'état de préparer un mauvais coup. Au lieu du nationalisme d'antan, d'une indépendance ombrageuse et méfiante, nous lions les intérêts, les décisions et le destin de cette nouvelle communauté d'Etats précédemment rivaux.

Cette politique nouvelle est à base de solidarité et de confiance progressive.

Elle constitue un acte de foi, non pas comme celui de J.-J. Rousseau, dans la bonté humaine si cruellement démentie depuis deux siècles, mais un acte de foi dans le bon sens des peuples enfin persuadés que leur salut réside dans une entente et dans une coopération si solidement organisées entre eux qu'aucun gouverne-

ment ainsi associé ne pourra plus s'y soustraire.

Que cette idée d'une Europe réconciliée, unie et forte soit désormais le mot d'ordre pour les jeunes générations désireuses de servir une humanité enfin affranchie de la haine et de la peur, et qui réapprend, après de trop longs déchirements, la fraternité chrétienne.

Bien entendu, il y a lieu de procéder par étapes, dans des secteurs psychologiquement mûrs et où des facilités techniques particulières laissent prévoir un résultat spectaculaire. Toutefois, on n'est pas toujours maître des choix à faire ni de l'ordre d'urgence des problèmes. Ainsi, à titre d'exemple, suffira-t-il d'évoquer la C.E.D. conçue pour éviter la reconstitution d'une armée nationale allemande, de son état-major, et prématurément imposée à l'opinion publique par le blocus de Berlin et la guerre de Corée.

Il faut préparer les esprits à accepter les solutions européennes en combattant partout non seulement les prétentions à l'hégémonie et la croyance à la supériorité, mais les étroitesse du nationalisme politique, du protectionnisme autarcique et de l'isolationnisme culturel. A toutes ces tendances qui nous sont léguées par le passé il faudra substituer la notion de la solidarité, c'est-à-dire la conviction que le véritable intérêt de chacun consiste à reconnaître et à accepter dans la pratique l'interdépendance de tous. L'égoïsme ne paye plus.

La communauté européenne ne sera pas à l'image d'un Empire ni d'une Sainte Alliance; elle reposera sur l'égalité démocratique transposée dans le domaine des relations entre les nations. Le droit de veto est incompatible avec une telle structure qui suppose le principe des décisions majoritaires et exclut l'exploitation dictatoriale de la supériorité matérielle. Tel est le sens de la supranationalité, à propos de laquelle on est encore trop tenté de ne voir que les libertés abandonnées sans voir l'autorité et les garanties acquises. Elle ne saurait, d'ailleurs, s'appliquer au domaine de la culture, respectueuse de toutes les particularités.

Ces idées devront être popularisées par l'école et par la presse; elles ne sont le monopole d'aucun parti. On ne saurait trop le répéter: l'unité de l'Europe ne se fera ni uniquement ni principalement par des institutions européennes; leur création suivra le cheminement des esprits. D'où l'importance d'une libre circulation des idées et des hommes entre les pays européens; les pays qui s'y refusent par principe, s'excluent eux-mêmes de l'Europe. En formulant ce principe, nous ne méconnaissions nullement le souci raisonnable de la

"L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité économique, doit être une communauté culturelle dans le sens le plus élevé de ce terme"

sécurité, les précautions temporaires à prendre contre le chômage, la nécessité de sauvegarder le secret professionnel, la propriété littéraire et artistique.

Ce que nous réprouvons, c'est le protectionnisme systématiquement pratiqué au détriment d'un libre échange qui signifie émulation, sélection automatique, et confiance.

Supprimer les barrières n'est pas tout; il faut organiser la coopération. Celle-ci suppose avant tout la multiplicité des contacts personnels; échanges et stages, congrès et voyages d'études, expositions, tournées, rencontres de jeunes manuels et intellectuels.

Les publications littéraires, artistiques et scientifiques seraient à rendre plus accessibles de part et d'autre, leur prix est parfois prohibitif. L'utilisation des bibliothèques publiques et privées serait à faciliter. Certaines recherches scientifiques devraient être organisées et financées en commun, lorsque les ressources nationales n'y suffisent pas ou se dispersent inutilement.

La désintoxication des manuels d'histoire est une des premières nécessités. Elle n'est en contradiction ni avec la liberté de pensée et d'expression des adultes, ni avec le véritable patriotisme qui doit être enseigné à la jeunesse.

Sous prétexte de servir le sentiment national et le culte d'un passé glorieux, on méconnaît souvent le devoir d'impartialité et de vérité: on croit devoir faire systématiquement l'apologie de ce qui a été perfidie, exploitation cynique de la force et de la terreur; on impute trop souvent les torts à la nation rivale.

On devrait, au contraire, enseigner les causes pro-

fondes des antagonismes qui ont déchiré l'humanité; l'absurdité des sacrifices que tant de guerres dynastiques et idéologiques ont imposés aux peuples qui ont fait les frais des ambitions frivoles et du fanatisme.

D'autre part, il y a lieu de faire ressortir, de mettre en valeur la réelle communauté d'idées et d'aspirations qui a toujours existé entre les nations à des degrés divers et qui a été étouffée par les passions suscitées et exploitées.

Si dans cet exposé de l'histoire, il est juste de faire une place aux aspirations et aux valeurs nationales, notamment au besoin d'unification nationale, il faudrait cesser d'y voir principalement la lutte autour des frontières politiques ou la rivalité entre les races; car ramener le sens de l'histoire à ces deux notions, c'est aboutir au nationalisme ou au racisme. Au-dessus de ces contingences et de ces compétitions qui, jusqu'ici, ont déterminé le cours de l'histoire, il y a les affinités et la communauté d'intérêt qu'il nous appartient de dégager dans le passé comme virtualités de l'avenir.

Sans vouloir rétrospectivement corriger l'histoire, nous nous refusons au fatalisme qui se résigne à une inévitable alternance des épreuves de force.

L'enseignement doit prédisposer l'élève à une vision moins pessimiste, plus constructive, de l'avenir."

Extrait du chapitre 2 de *Pour l'Europe*

Commander l'ouvrage



Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.